

« expression politique dans la protestation »

ANALYSE

Le politologue Emmanuel Négrier est directeur de recherche CNRS en science politique au CEPEL, à l'université de Montpellier.

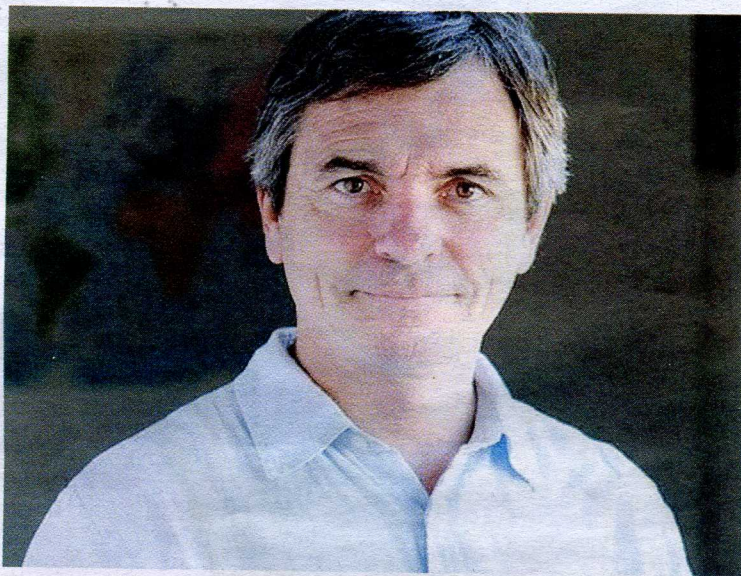
La Marseillaise : L'ampleur du mécontentement en Occitanie (82%) est-elle surprenante avec le Gard (82%) encore plus en colère que l'Hérault (79%) ?

Emmanuel Négrier : Tout d'abord, il faut être prudent et rappeler que les sondages sur des échelles locales ou régionales présentent des biais difficiles à éviter, surtout en cas de sondage en ligne.

Je vois trois raisons à ce phénomène : une culturelle et historique qui fait que la perception languedocienne des légitimités centrales a toujours été plus négative. C'est ce qu'on appelle la culture frondeuse du Midi, des maquisards au Midi rouge. Une politique, qui indique que les partis de gouvernement, ceux qui canalisent la critique sociale, sont en grande difficulté dans cette région. Regardez les affaires dans lesquels se trouve un député comme Patrick Vignal, LREM et pourtant extrêmement sensible au défaut d'enracinement de son mouvement. La droite est dans une situation peut-être pire. Enfin, une explication territoriale montre que la démographie, dans ces deux départements, a produit un périurbain de classes moyennes en mal de reconnaissance, et qui se cherche une expression politique du côté de la protestation, voire de l'hostilité à l'égard du pouvoir central, assimilé à l'arrogance de celui qui a les moyens de son néolibéralisme.

La déception chez les cadres reste forte (69%). En revanche, les jeunes (60%), surtout ceux en cours d'études (55%), sont un peu moins sévères.

E.N. : C'est un élément que je trouve très intéressant : on aurait pu croire que les clivages essentiels étaient la ville contre la campagne ; les diplômés contre les autres, les professions de l'aide sociale contre celles de la subsistance, etc. Or c'est sur l'âge que les écarts sont plus forts. Les jeunes sont plus sensibles que d'autres catégories à la dimension « positiviste » du discours gouvernemental : confiance, réussite individuelle, nouveaux créneaux de développement. Leur jeunesse les pousse à davantage s'inscrire dans la pensée positive, même si cela dépend



Emmanuel Négrier, politologue montpellierain. PHOTO DR

de leur propre identité sociale (la jeunesse n'est pas un monde homogène, entre le QPV de Valdegour à Nîmes, et celle de Saint-Clément de Rivière). Par définition, l'expérience de la déception, les fausses promesses de l'individualisation, de la compétition économique et sociale leur sont moins familières que pour les plus âgés. Cela pourrait paraître l'ultime secours du soldat Macron, mais il y risque sa dernière défaite.

L'insatisfaction du monde rural est environ 10 points supérieure à celle des villes. Pourquoi ?

E.N. : Bien sûr, ce qui vaut pour la jeunesse vaut aussi pour le monde rural, mais reconnaissons que c'est dans cet univers que l'insatisfaction à l'égard de l'exécutif et de ses politiques est à la fois la plus relayée (par les maires, qui ont plus d'influence politique sur leurs administrés que leurs homologues des villes) et plus sensibilisés par des effets concrets : fin des contrats aidés, repli de certains services publics, etc.

La politique de Macron est jugée "de droite" à 87%. Son "ni gauche ni droite" a-t-il fait long feu ?

E.N. : Vous connaissez le mot de F. Mitterrand à propos du centre en politique : il n'est « ni de gauche, ni de gauche ». Eh bien le « ni gauche ni droite » du macronisme des origines est en train de se transformer en « et droite ni gauche », en dépit des discours du président sur la volonté de fonder un nouvel État-providence, discours qui semble ne plus imprimer qu'auprès d'un milieu de plus en plus restreint. Sans doute parce que beaucoup n'y perçoivent qu'un discours, précisément.

Le bilan de Macron est critiqué sur l'économie : croissance (64%), chômage (74%), pouvoir d'achat (85%). Paye-t-il ses choix politiques ou son absence de résultats ?

E.N. : Il est en soi intéressant de voir quelles sont les thématiques qui l'emportent : d'une part, on se tient largement à l'écart de celles qui sont propres à l'extrême-droite (insécurité, immigration, famille traditionnelle), comme si dans la revendication à l'égard du pouvoir, c'était des thématiques plus sociales et concrètes qui s'imposaient. Cela signifie aussi en creux que l'attente à l'égard de l'État reste considérable en France.

Comment jugez-vous le sondage sur la Région de Carole Delga (PS) ?

E.N. : Dans ce concert global, la satisfaction à l'égard de la présidence régionale, dont on peut imaginer qu'elle repose sur une connaissance et une conscience bien moins élevée de ce que fait la Région dans le concret de la vie des Occitans, peut s'interpréter comme la valorisation d'un niveau plus proche des gens, par contraste avec un pouvoir central qu'on trouve distant. C'est tout le paradoxe d'une régionalisation qui reste encore, en France, résistible, pour emprunter ce mot à Brecht. Mais face à la difficulté de la fusion, les hésitations de l'État à reconnaître et conforter le fait régional, on peut dire que ce satisfecit relatif justifiera les efforts accomplis par la présidente de Région, qui ne ménage pas sa peine sur le terrain et dans le jeu d'équilibriste entre anciennes régions et nouvelles métropoles.

Propos recueillis par Rémy Cougnenc